

Identifiant de l'acte délivré par la préfecture :
083-248300543-20221116-lmc1180167-DE-1-1
Date de validation par la préfecture : lundi 21 novembre 2022
Date d'affichage : 21/11/2022

**CONSEIL METROPOLITAIN DU
MERCREDI 16 NOVEMBRE 2022**

**NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS
EN EXERCICE : 81**

QUORUM : 41

Le Conseil Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué le mercredi 16 novembre 2022, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

Secrétaire de Séance : VEYRAT-MASSON Béatrice

| PRESENTS | REPRESENTES | ABSENTS |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|---------|
| 62 | 18 | 1 |
| OBJET DE LA DELIBERATION | | |
| <p align="center">N° 22/11/321</p> <p align="center">REPARTITION DE LA TAXE D'AMENAGEMENT ENTRE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE ET SES COMMUNES MEMBRES</p> | | |

PRESENTS :

Mme Geneviève LEVY, M. Thierry ALBERTINI, M. Ange MUSSO, M. Robert BENEVENTI, M. Gilles VINCENT, M. Robert CAVANNA, M. Hubert FALCO, Mme Brigitte GENETELLI, M. Franck CHOUQUET, M. Anthony CIVETTINI, M. Hervé STASSINOS, Mme Dominique ANDREOTTI, M. Yann TAINGUY, Mme Audrey PASQUALI-CERNY, M. Mohamed MAHALI, M. Christophe MORENO, Mme Nadine ESPINASSE, M. Francis ROUX, Mme Edwige MARINO, Mme Chantal PORTUESE, Mme Amandine LAYEC, Mme Virginie PIN, Mme Rachel ROUSSEL, Mme Magali TURBATTE, Mme Sylvie LAPORTE, Mme Anaïs DIR, Mme Corinne JOUVE, Mme Claude GALLI-ARNAUD, M. Pierre BONNEFOY, M. Bruno ROURE, M. Joël TONELLI, Mme Kristelle VINCENT, Mme Christine SINQUIN, Mme Marie-Claude PAGANELLI-ARGOLAS, M. Joseph MINNITI, Mme Corinne CHENET, M. Guillaume CAPOBIANCO, Mme Hélène ARNAUD-BILL, Mme Marie-Hélène CHARLES, M. Michel DURBANO, Mme Valérie BATTESTI, M. Philippe BERNARDI, M. Arnaud LATIL, Mme Delphine GROSSO, M. Laurent BONNET, M. Patrice CAZAUX, M. Luc DE SAINT-SERNIN, M. Erick MASCARO, M. Albert TANGUY, Mme Béatrice VEYRAT-MASSON, M. Jean-David MARION, Mme Josée MASSI, M. Amaury CHARRETON, M. Philippe LEROY, Mme Valérie MONDONE, M. François CARRASSAN, Mme Nathalie BICAIS, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Bernard ROUX, M. Jean-Pierre EMERIC, Mme Anne-Marie METAL, M. Gilles BALDACCHINO.

REPRESENTES :

M. Yannick CHENEVARD ayant donné pouvoir à M. Amaury CHARRETON, M. Christian SIMON ayant donné pouvoir à Mme Anne-Marie METAL, M. Laurent JEROME ayant donné pouvoir à M. Luc DE SAINT-SERNIN, Mme Isabelle MONFORT ayant donné pouvoir à M. Philippe BERNARDI, M. Emilien LEONI ayant donné pouvoir à Mme Brigitte GENETELLI, M. Jean-Louis MASSON ayant donné pouvoir à Mme Hélène ARNAUD-BILL, Mme Valérie RIALLAND ayant donné pouvoir à M. Arnaud LATIL, Mme Véronique BERNARDINI ayant donné pouvoir à M. Jean-Pierre GIRAN, M. Amaury NAVARRANNE ayant donné pouvoir à M. Gilles BALDACCHINO, M. Cheikh MANSOUR ayant donné pouvoir à Mme Marie-Claude PAGANELLI-ARGOLAS, M. Laurent CUNEO ayant donné pouvoir à Mme Valérie BATTESTI, Mme Josy CHAMBON ayant donné pouvoir à M. Erick MASCARO, Mme Pascale JANVIER ayant donné pouvoir à Mme Magali TURBATTE, Mme Cécile MUSCHOTTI ayant donné pouvoir à M. Jean-David MARION, Mme Basma BOUCHKARA ayant donné pouvoir à M. Joseph MINNITI, Mme Béatrice BROTONS ayant donné pouvoir à Mme Nadine ESPINASSE, M. Jean-Pierre COLIN ayant donné pouvoir à Mme Corinne CHENET, M. Jean-Sébastien VIALATTE ayant donné pouvoir à M. Joël TONELLI.

ABSENT :

Mme Sandra TORRES.

Séance Publique du 16 novembre 2022

N° D' O R D R E : 22/11/321

**O B J E T : REPARTITION DE LA TAXE D'AMENAGEMENT ENTRE
LA METROPOLE TOULON PROVENCE
MEDITERRANEE ET SES COMMUNES MEMBRES**

LE CONSEIL METROPOLITAIN

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L5217-1, L5211-1 et L2121-22-1,

VU le Code Général des Impôts,

VU le Code de l'Urbanisme,

VU la Loi n°2021-1900 du 30 décembre 2021 de finances pour 2022 et notamment ses articles 109,110 et 111,

VU l'ordonnance n°2022-883 du 14 juin 2022 relative au transfert à la Direction Générale des Finances Publiques de la gestion de la taxe d'aménagement et de la part logement de la redevance d'archéologie préventive,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU le décret n°2022-1102 du 1^{er} août 2022 fixant les modalités et la date du transfert de la gestion de la taxe d'aménagement et de la part logement de la redevance d'archéologie préventive aux services de la direction générale des finances publiques,

VU la délibération n°21/06/260 du Conseil Métropolitain du 23 juin 2021 fixant le reversement des 50% de la part locale de la taxe d'aménagement aux communes membres de la Métropole Toulon Provence Méditerranée

VU les délibérations des Conseils Métropolitains n°21/11/358 du 10 novembre 2021 et n°21/12/391 du 16 décembre 2021 fixant la taxe d'aménagement à 5%,

VU la délibération n°22/03/029 du Conseil Métropolitain du 24 mars 2022 approuvant le Pacte Financier et Fiscal entre la Métropole Toulon Provence Méditerranée et ses communes membres, 2022-2026 et notamment son paragraphe 2.1.1,

VU les délibérations du Conseil Métropolitain du 29 septembre 2022 fixant les taxes d'aménagement majorées suivantes :

- Secteur Pôle économique Nord à La Garde,
- Secteur Oratoire à Ollioules,
- Secteurs Pavillonnaire Technopole de la Mer, Technopole Espace d'Ollioules, Zone artisanale dite de Quiez à Ollioules,
- Secteur Centre-ville au Pradet,
- Secteurs Camp Laurent, Quartier de la gare, Quartier des Boulevards, Brégaillon à La Seyne-sur-Mer,
- Secteurs Kennedy-Prebois, Kennedy Est à Six-Fours-les-Plages,
- Secteur Nord Démocratie à Toulon,
- Secteur Famille passion à La Valette-du-Var,

VU l'avis de la Commission Finances et Administration Générale du 02 novembre 2022,

CONSIDERANT que les délibérations, concernant le partage de la taxe d'aménagement de 2022 entre la Métropole Toulon Provence Méditerranée et les communes, doivent intervenir d'ici le 31 décembre 2022 pour une application dès 2022,

CONSIDERANT que par délibération en date du 23 juin 2021, il avait été décidé, conformément au pacte financier et fiscal approuvé le 23 novembre 2018, de prévoir le reversement des 50% de la part locale de la taxe d'aménagement dont le taux est fixé à 5%,

CONSIDERANT que le pacte financier et fiscal approuvé par le Conseil Métropolitain du 24 mars 2022 dans son paragraphe 2.1.1 précise, d'une part, que le partage à 50/50 du produit de la part locale de la taxe d'aménagement fixée à 5% est maintenu et ,d'autre part, concernant les cas spécifiques de la taxe d'aménagement majorée, pour la part au-delà des 5%, que le reversement sera déterminé projet par projet au prorata des travaux relevant de chaque collectivité. Les montants des taxes d'aménagement majorées sur le territoire relèvent des délibérations approuvées par le Conseil Métropolitain du 29 septembre 2022,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

DE REVERSER chaque année aux communes membres de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, après le vote du compte administratif, 50% de la part locale de la taxe d'aménagement à 5% approuvés par délibérations du 10 novembre 2021 et du 16 décembre 2021, conformément au pacte financier et fiscal métropolitain.

ARTICLE 2

DE REVERSER chaque année aux communes membres de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, après le vote du compte administratif, les produits perçus par la Métropole aux communes concernées par les délibérations fixant les secteurs avec une taxe d'aménagement majorée en date du 29 septembre 2022 selon les conditions suivantes : pour les cinq premiers %, 50% du produit perçus par la Métropole seront reversés à la commune du secteur concerné et 50% seront conservés par la Métropole. Pour le montant excédant le taux de 5%, le reversement se fera au prorata du montant des travaux à réaliser par chaque collectivité compétente, conformément au pacte financier et fiscal métropolitain.

ARTICLE 3

DE DIRE que les modalités de reversement de l'article 1 et de l'article 2 s'entendent moins les 3% de frais de gestion prélevés par l'Etat.

ARTICLE 4

DE DIRE que les crédits nécessaires à ces reversements sont inscrits pour les exercices 2022 et suivants sur un compte d'attente en section investissement du budget principal, en dépenses article n°10226.

ARTICLE 5

DE DIRE que la présente délibération produira son effet, à compter de 2022, pour les années à venir tant qu'elle ne sera pas rapportée ou modifiée en fonction des conditions du pacte financier et fiscal métropolitain.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 16 novembre 2022

Hubert FALCO

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée
Ancien Ministre



POUR 74

CONTRE 0

ABSTENTION 6

Monsieur Amaury NAVARRANNE, Madame Rachel ROUSSEL,
Madame Cécile MUSCHOTTI, Monsieur Jean-David MARION,
Madame Basma BOUCHKARA, Monsieur Gilles BALDACCHINO.

